

Trita Parsi : pourquoi le monde prend discrètement le parti de l'Iran dans la guerre

Trita Parsi est le cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Suivez le Substack de Trita Parsi : <https://tritaparsi.substack.com/> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à toutes et à tous. Trita Parsi nous rejoint aujourd'hui. Il est vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Et, pour être honnête, je voulais vous poser aujourd'hui quelques questions à propos d'articles publiés sur votre Substack. D'ailleurs, j'aimerais recommander à tous nos spectateurs d'aller voir votre Substack. C'est le Substack de Trita Parsi, et j'ai mis un lien dans la description. Alors, pour commencer, bienvenue à nouveau dans l'émission.

#Trita Parsi

Merci beaucoup. C'est un plaisir d'être de nouveau avec vous, Glenn.

#Glenn

L'une des questions que je voulais vous poser, c'est que Trump a annoncé ce D-Day économique avec un optimisme nouveau, estimant qu'il dispose désormais d'un levier. Alors, comment évaluez-vous cela ? Je veux dire, Trump a-t-il réussi à obtenir une meilleure position de négociation face aux Iraniens ? Je pense que ce sont deux questions distinctes.

#Trita Parsi

Je pense que leur position de négociation s'est, dans une certaine mesure, renforcée. Car je pense qu'ils ont réussi à faire sortir du détroit un plus grand nombre de pétroliers et, surtout, un volume de pétrole plus important qu'auparavant. Je pense que certains chiffres qui circulent sont un peu exagérés. Mais en utilisant ces VLCC, ces énormes pétroliers, ils peuvent transporter jusqu'à deux millions de barils de pétrole. Il suffit d'en faire passer environ cinq à huit, voire dix par jour, et l'on récupère en réalité une part très importante du pétrole qui transitait auparavant par ce détroit.

Un élément complique toutefois ce tableau : ce n'est pas que les Iraniens ne tirent pas sur ces navires parce qu'ils ne le peuvent pas. C'est parce qu'une partie de ce pétrole appartient à l'Iran. Les Iraniens vendent en fait une partie de leur pétrole par l'intermédiaire d'Irakiens et d'autres personnes, car eux aussi ont besoin d'un moyen de contourner le blocus. Donc, s'ils peuvent faire passer leur pétrole par le canal du Sud sous le pavillon de quelqu'un d'autre, puis le vendre et trouver des moyens d'être payés, alors, évidemment, cela sert aussi les intérêts de l'Iran. Et au bout du compte, tout le monde savait qu'il était également dans l'intérêt de l'Iran de veiller à ce qu'il y ait au moins une certaine ouverture dans ce commerce.

Mais malgré tout, je pense qu'il a créé une situation dans laquelle le statu quo est probablement un peu plus douloureux pour les Iraniens que pour les États-Unis. Et je pense que c'est là qu'intervient cette annonce du Jour J. C'est précisément ce statu quo que l'administration Trump veut maintenir, au moins jusqu'aux élections de mi-mandat. Et peut-être qu'après ces élections, ils décideront s'ils veulent revenir aux négociations ou à la guerre. Mais, pour l'instant, ils veulent maintenir cette situation afin de s'assurer que rien de majeur ne se produise avant les élections de mi-mandat. Ils veulent que l'Iran disparaisse des unes, des gros titres, des pages deux et trois des journaux, et de la couverture médiatique grand public.

À l'approche des élections de mi-mandat, ils veulent s'assurer que le lien entre l'Iran, la hausse des prix de l'essence et toutes ces différentes choses soit rendu aussi obscur que possible. D'un point de vue politique, ça se comprend. S'il y a beaucoup d'activité, qu'il s'agisse d'une escalade ou de diplomatie, cela crée une situation où l'Iran revient à la une des journaux. Je pense donc qu'ils essaient de créer un nouveau statu quo. Cela signifie toutefois qu'ils ne chercheront probablement pas à imposer ces sanctions de façon très, très spectaculaire. Autrement dit, l'annonce de ces sanctions fera beaucoup plus de bruit qu'elle n'aura d'effet.

Beaucoup plus de décibels pour l'annonce, beaucoup moins pour l'application. Parce que s'ils essaient vraiment de l'appliquer de manière très ferme, cela veut dire, d'abord, qu'ils devraient s'attaquer aux achats chinois de pétrole. Et c'est une tout autre discussion, qu'à mon avis ils ne sont pas prêts à avoir. Mais même s'ils le faisaient, et qu'ils réussissaient à infliger beaucoup de souffrances aux Iraniens, alors les Iraniens vont contre-escalader. Et je pense que l'administration le comprend parfaitement. Par conséquent, ils rompraient eux-mêmes le statu quo et iraient à l'encontre de leur propre intérêt, qui est de s'assurer que ces sujets restent hors des gros titres. Mais de leur point de vue, il est logique de faire cette grande annonce, de donner l'impression que cela va être dévastateur. Tout ce que Trump sait plutôt bien faire : faire beaucoup de bruit. Et puis, derrière, il y a beaucoup moins de substance.

Mais cette fois-ci, je pense vraiment que c'est délibéré, parce qu'ils ont intérêt à maintenir le statu quo jusqu'aux élections de mi-mandat. Et après les élections de mi-mandat, ce sera une autre histoire. Peut-être qu'ils profitent de ce temps pour reconstituer leurs stocks d'intercepteurs, en les transférant d'Europe et d'Asie vers l'Iran, afin de préparer une troisième phase. Ou peut-être qu'ils

vont attendre de voir si la nouvelle situation, avec davantage de pétrole qui transite par le détroit, place les États-Unis dans une meilleure position de négociation et, par conséquent, les ramène à la table des négociations. Mais le message envoyé jusqu'ici par l'administration, en privé comme en public, c'est qu'elle n'a pas l'intention de lever le blocus.

S'ils ne sont pas intéressés par la levée du blocus et qu'ils ne s'engagent dans aucune démarche diplomatique, cela veut dire qu'à l'heure actuelle, les États-Unis ne sont intéressés par aucun accord. Et je soupçonne que ce sera le cas jusqu'aux élections de mi-mandat. Ce que fera l'Iran, en revanche, c'est une autre histoire. Et cela peut complètement bouleverser la situation. Je voudrais juste ajouter une chose. J'ai eu beaucoup de conversations avec des diplomates européens et asiatiques. Pas un seul parmi ceux à qui j'ai parlé ne m'a dit que, oui, soit leur capitale, soit leur ambassade à Washington avait été contactée par le Trésor américain avec des demandes précises concernant des relations ou des liens avec des banques iraniennes qu'ils devaient rompre. Et si cela devait réellement être mis en œuvre, je me serais attendu à ce que nous ayons déjà eu au moins quelques-uns de ces appels téléphoniques.

#Glenn

Eh bien, je crois que j'ai deux questions à ce sujet. D'abord, qu'est-ce que Trump va faire de tout ça ? Est-ce que c'est seulement de la politique, vous savez, pour passer les élections de mi-mandat ? Ou bien, s'ils ont un moyen de pression, ne devraient-ils pas l'utiliser pour renégocier quelque chose avec les Iraniens ? Ou est-ce que le seul objectif est, comme vous l'avez dit, de faire sortir cette affaire des médias ? Et puis, il y a aussi l'idée, comme vous l'avez dit, que l'Iran ne restera pas très passif, surtout si les sanctions sont appliquées. Il me semble que les Iraniens essaient d'adopter une position plus active. Autrement dit, ils veulent dissuader non seulement les pays de frapper l'Iran en toute impunité, mais aussi de lui imposer des sanctions et de tenter de l'affaiblir. Parce que, eh bien, le but est le même : détruire le pays. Donc ils n'accepteront plus tout cela. C'est en tout cas le message que je crois recevoir de Téhéran. Tout pays qui recourra à des sanctions contre l'Iran, les Iraniens devront riposter d'une manière ou d'une autre. Alors oui, comment voyez-vous les choses ?

#Trita Parsi

Oui. Non, je pense que vous avez tout à fait raison, dans le sens où les Iraniens vont adopter une position beaucoup moins conciliante sur ces questions. Mais, là encore, si la mise en œuvre de tout cela est en réalité très, très limitée, il y aura aussi beaucoup moins de choses auxquelles les Iraniens devront réagir. Donc, encore une fois, je pense que l'administration présente une certaine image, puis poursuit en réalité une tout autre ligne. Et tant qu'elle poursuit une ligne très différente, les représailles iraniennes, ou la contre-escalade, soit n'auront pas lieu, soit resteront très limitées. Parce que je pense que ce que font les Iraniens en ce moment est en réalité une réponse à cette stratégie. Premièrement, ils attendent de voir si Trump surmonte ses soubresauts émotionnels actuels et s'il est disposé à revenir à la table des négociations.

Et ils ont très clairement indiqué ce qu'ils voulaient voir. Ils veulent revenir au protocole d'accord. Ils ne demandent pas un protocole d'accord plus contraignant. Ils ne demandent pas un protocole d'accord différent. Ils souhaitent peut-être davantage de clarté sur certains points, mais je pense que c'est quelque chose que pas mal de pays voudraient probablement aussi, y compris les États-Unis. Mais ils ne disent pas qu'ils veulent un protocole d'accord différent. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils ne s'intéressaient pas au protocole d'accord pour le moment. Ils n'ont pas dit qu'ils ne s'y intéressaient pas en soi, ni de façon permanente. Donc, je pense que ce que font les Iraniens en ce moment, c'est d'abord attendre de voir s'il pourrait y avoir un changement du côté américain. Ils attendent de voir si ces sanctions seront effectivement pleinement appliquées, si elles vont réellement avoir des effets, et, si oui, dans quelle mesure.

Si elles s'avèrent très efficaces et coûteuses pour les Iraniens, alors je pense qu'ils riposteront directement, de nombreuses façons différentes. Si elles ont un impact, mais pas de manière très spectaculaire — autrement dit, si elles changent la trajectoire, si le coût du statu quo est plus douloureux pour l'Iran que pour les États-Unis, sans que ce soit spectaculaire — mais que cela signifie qu'au fil du temps, l'Iran se retrouvera dans une position relativement de plus en plus faible, alors je pense que les Iraniens risquent aussi de riposter ou de procéder à une escalade en réponse, mais peut-être pas dans l'urgence. Dans ce scénario, je soupçonne que les Iraniens riposteront à un moment plus proche des élections de mi-mandat, afin d'avoir le maximum d'impact sur les États-Unis. Ils pourraient donc simplement attendre la mi-septembre ou le début octobre avant de faire quoi que ce soit, juste pour s'assurer que les représailles auront le maximum d'impact politique sur Trump.

Entre-temps, ils font aussi autre chose, ce que je trouve très intéressant. Ils mènent des efforts diplomatiques avec les Pakistanais, les Qataris et les Omanais. Avec les Omanais, ils élaborent une proposition sur la manière de gérer ces échanges, tout en sachant très bien que l'administration Trump dit : « Pour l'instant, rien ne nous intéresse. » Très bien. Je pense que les Iraniens font cela pour trois raisons. Premièrement, ils veulent montrer à leur opinion publique que ce sont eux qui s'engagent dans la diplomatie et qui essaient d'être raisonnables.

Donc, s'il y a un retour à la guerre, la population ne reprochera pas à Téhéran et à sa position dans les négociations ce retour à la guerre. Elle considérera plutôt que le problème, c'est Trump. Et ce sera relativement facile, vu ce que Trump dit lui-même. Il facilite énormément la tâche du gouvernement iranien. Deuxièmement, ils veulent montrer au public régional qu'ils jouent le jeu, qu'ils participent à cette diplomatie, qu'ils avancent une proposition, et que toutes ces propositions sont actuellement rejetées par l'administration Trump. C'est aussi très précieux pour eux parce que, là encore, ce serait très problématique si, dans la région, on avait l'impression que les Américains essaient de résoudre la situation et que l'Iran est la partie intransigeante.

Et troisièmement, je pense que c'est une préparation à un éventuel retour de Trump dans les négociations. L'objectif est d'avancer autant que possible sur ce que pourraient être les solutions. Et si Trump revient après les élections de mi-mandat en pensant être dans une meilleure position pour

négocier, et qu'il veut apporter beaucoup de changements, il devra défaire une grande partie de la diplomatie déjà menée, ainsi que de nombreux accords qui auront peut-être déjà été conclus dans la région. Cela le placera dans une position plus faible, ou au moins plus problématique. Car il n'arrivera pas dans une situation où aucune discussion n'a eu lieu et où aucun principe n'a été établi. Au contraire, beaucoup de choses auront déjà été mises en place. Il devra soit s'y conformer, soit tenter de les démanteler. Et cela, là encore, risque de le placer dans une situation défavorable vis-à-vis des pays de la région.

#Glenn

Eh bien, j'ai vu un article de Bloomberg qui avançait que les États-Unis envisageaient la possibilité d'adopter une loi, ou de rétablir une loi, qui rendrait légal, au regard du droit américain, de saisir des pétroliers iraniens, de les déclarer essentiellement propriété des États-Unis et de vendre leur pétrole afin de compenser les pertes économiques liées à cette guerre. On a l'impression que si le blocus se transformait, en substance, en piraterie, ce serait l'un des éléments qui pousseraient l'Iran à l'attaquer directement. Mais est-ce que cela vous paraît probable ? Et aussi, pourquoi l'Iran n'attaque-t-il pas les navires des États-Unis ? Beaucoup de gens se posent la question, parce qu'ils frappent les bases militaires américaines. Ils s'en prennent durement à tous ceux qui aident les États-Unis. Mais d'une certaine manière, le blocus, lui, est laissé en place. Comment l'expliquez-vous ?

#Trita Parsi

Sur le premier point, oui. Si l'on commence à voir l'armée américaine, la marine américaine, intercepter et saisir des pétroliers iraniens en haute mer, dont l'immense majorité se dirige vers la Chine, si cela devait arriver... Et encore une fois, il faut garder à l'esprit que ce n'est pas seulement une provocation contre l'Iran. C'est une provocation contre la Chine, avant la visite de Xi à Washington. Et je ne suis pas certain que ce soit, au final, ce que l'administration va faire. Mais si elle le fait, oui, dans ce scénario, je vois les Iraniens s'en prendre à beaucoup de choses dans la région, et potentiellement de manière cinétique, pas seulement économique. Une forte contre-escalade. Et je pense qu'il faut se rappeler que les États-Unis l'ont déjà fait, sous Trump comme sous Biden, par le passé. Pas à grande échelle, mais à quelques reprises.

Et les Iraniens de l'époque, qui avaient une autre direction et un état d'esprit bien plus retenu, avaient réagi fortement, mais pas aussi vigoureusement qu'ils auraient probablement pu le faire. Cette fois-ci, je ne doute pas qu'ils réagiront très, très vigoureusement si cela se produit. Et ils auront très probablement la Chine de leur côté également. La deuxième question, en revanche, me semble vraiment intéressante. Je n'ai pas de réponse à la question de savoir pourquoi ils ne l'ont pas fait, étant donné que les Houthis viennent de tirer un missile balistique sur un navire saoudien qui se déplaçait dans le nord de la mer Rouge, à mille deux cents kilomètres, et de l'atteindre. Et si les Houthis ont cette capacité, alors les Iraniens l'ont certainement aussi.

Pourquoi ils ne l'ont pas utilisé, je ne sais pas. Et surtout, si le blocus finit par devenir très, très problématique pour eux, il devient très difficile de comprendre pourquoi ils ne l'ont pas fait, étant donné qu'ils se sont montrés très agressifs en ciblant des bases, et ainsi de suite. C'est donc une très bonne question. Et peut-être que c'est l'une de ces choses que les Iraniens ont décidé de garder pour des scénarios catastrophes, au sein de cette situation déjà très mauvaise. Mais dans le pire des scénarios, comme les Houthis, par exemple, fermer le détroit d'Aden, c'était aussi une carte qu'ils voulaient garder pour une phase ultérieure de ce conflit.

#Glenn

Je voulais aussi vous poser une autre question. Enfin, au sujet d'un autre article que vous écriviez, qui souligne que, je suppose, la communauté internationale — disons plutôt l'opinion publique dans le monde — éprouve une sympathie surprenante envers l'Iran dans ce conflit. Parce qu'il y a eu beaucoup d'évolutions intéressantes en matière de sympathie, ou du moins quant au niveau de soutien aux États-Unis. Au début, on a souligné le manque de soutien de l'opinion publique américaine à cette guerre. Ce qui est assez inhabituel, parce que généralement, au début des guerres, le public est plutôt un peu enthousiaste à l'idée de faire la guerre. Puis, à mesure que ça s'éternise, ce soutien commence à retomber. Donc, j'imagine qu'il est important de conclure la guerre rapidement.

Mais cette fois-ci, c'était impopulaire, enfin, pratiquement dès le premier jour. Et puis, on voit aussi que les militaires aux États-Unis ne sont pas très contents non plus, semble-t-il. Vous avez publié une image de commentaires sur la guerre et Netanyahu, qui ont apparemment beaucoup circulé sur Internet, et dans lesquels ils exprimaient une profonde insatisfaction à l'égard de cette guerre dans son ensemble. Enfin, plusieurs messages très en colère. Mais votre article, vous savez, se concentrait sur la dernière partie, c'est-à-dire le reste du monde. Et moi, vous savez, je n'aurais jamais pensé voir le jour où l'opinion publique mondiale semblerait prendre le parti de l'Iran. Et, vous savez, compte tenu aussi de la diabolisation de l'Iran au fil des décennies, c'est assez extraordinaire. Je me demandais donc : comment l'expliquez-vous ?

#Trita Parsi

Je pense que c'est une question très importante. Et laissez-moi répondre à la dernière partie. Mais je voudrais d'abord dire deux ou trois choses que, je pense, vous serez peut-être assez heureux d'entendre. Sur le premier point que j'ai publié sur mon Substack : j'ai été en contact avec des militaires américains dans la région tout au long de cette période. Et je peux vous dire qu'ils regardent votre émission, ainsi que beaucoup d'autres émissions sur YouTube, parce qu'ils sont très préoccupés et qu'ils essaient de comprendre ce qui se passe. Pour eux, la question la plus immédiate, c'est : « Quand est-ce que je rentre chez moi ? » Parce qu'on les a affectés à cette mission à durée indéterminée qui, vous savez, ne semble jamais devoir prendre fin.

On a vu que, par exemple, les membres d'équipage du porte-avions Abraham Lincoln étaient en mer depuis plus de neuf mois, ce qui est un record, sans toujours aucun signe que cela allait prendre fin. Et la seule raison pour laquelle ils ont été rappelés, c'est parce que des membres de leurs familles ont rendu cette situation publique. Et eux regardent les informations traditionnelles, sans rien y comprendre. Personne ne peut comprendre, parce que ça n'a aucun sens. Alors ils regardent beaucoup ces médias alternatifs, votre émission et d'autres émissions sur YouTube. Et c'est par ce biais qu'ils ont pris contact avec moi. L'une des choses qu'ils m'ont montrées — un militaire me l'a montrée —, c'était une image de ce que des soldats avaient griffonné dans la poussière sur un volet d'avion, je crois que c'est comme ça qu'on appelle ça. Et c'était assez révélateur.

Je l'ai publié, et c'est devenu viral. Ça montrait les commentaires de gens dans la région, des militaires eux-mêmes, qui étaient très critiques envers la guerre, très critiques envers l'administration, et particulièrement critiques envers Israël. Ils considéraient que cette guerre avait été menée pour Israël. Et l'un d'eux m'a envoyé un commentaire sur la difficulté qu'ils ont à rester motivés dans une région très difficile, avec une mission à durée indéterminée. Une mission qui, dès le départ, n'a aucun fondement moral. Et je pense que toutes ces choses se rejoignent dans la phrase qu'il m'a envoyée. Parce qu'il s'agit de faire en sorte que, si vous avez le sentiment qu'il y a une raison morale de faire cela, alors vous pouvez continuer à tenir. Mais quand ce n'est pas le cas, qu'il n'y a pas de date de fin, pas de plan, rien du tout, cela crée vraiment énormément de problèmes pour les militaires, hommes et femmes, qui sont sur place en ce moment.

Et je pense que c'est aussi un élément qui manquait dans tout ça. Comme vous l'avez dit, l'opinion publique n'y a jamais été favorable. Mais on a désormais des preuves claires que, du moins à ce stade, les militaires eux-mêmes ne semblent pas particulièrement y être favorables non plus. Ce qui, franchement, au bout du compte, n'est pas surprenant. Et puis il y a cette autre dimension. Vous avez évoqué l'opinion publique, ce qui me surprend moins. Mais je suis d'accord avec vous : c'est assez stupéfiant, compte tenu de la diabolisation de l'Iran, compte tenu de ce que le gouvernement iranien a fait en janvier, de la répression des manifestations, du grand nombre de personnes qui ont été tuées, même si beaucoup des chiffres qui circulent sont très probablement largement exagérés. Néanmoins, il s'est passé là-bas quelque chose de très, très grave. Et ce n'est pas un gouvernement ni un système qui, sous quelque forme que ce soit, bénéficie d'une image très positive. Mais là, nous ne parlons plus seulement d'une opinion publique qui aurait basculé en faveur de l'Iran.

Ce que j'ai constaté, et ce sur quoi j'ai écrit dans ma newsletter Substack, c'est à quel point j'ai été stupéfait de voir de hauts responsables, lors de conversations privées avec moi, issus de pays clairement alignés sur les États-Unis et l'Occident, soutenir secrètement l'Iran. Et cela mérite quelques explications. Je pense qu'il existe une logique réaliste très claire qui explique pourquoi cela se produit. Mais je crois que, pour beaucoup de gens, c'est encore un peu difficile à comprendre. Mais au fond, les États cherchent à savoir d'où viennent les menaces les plus immédiates et tentent

de s'y opposer par un contrepoids. Et la situation actuelle, surtout quand on voit la manière dont Trump se comporte, c'est qu'être un allié des États-Unis ne protège absolument pas des sautes d'humeur de Trump.

Il ne s'agit pas seulement de Trump. Mais sur ce point précis, je pense que c'est évidemment crucial. Et pour beaucoup d'entre eux, ils ont vu ce qui s'est passé au Venezuela. Ils ont vu que cela était perçu comme un succès majeur, et militairement, ça l'était. Et cela a vraiment donné à Trump une sorte d'euphorie. Ça l'a rendu trop confiant dans sa capacité à reproduire cela ailleurs. Il pensait qu'il allait faire tomber l'Iran en quatre jours. Et comme quelqu'un me l'a dit, sans la résilience des Iraniens jusqu'ici, les États-Unis auraient probablement déjà envahi Cuba et même annexé le Groenland. La seule raison pour laquelle cela ne semble pas s'être produit, c'est que Trump s'est enlisé dans le golfe Persique et dans le détroit d'Ormuz.

Ce n'est donc pas forcément qu'ils soutiennent l'Iran. Mais ils voient un intérêt à ce que les États-Unis ne réussissent pas dans cette affaire, car sinon, les États-Unis s'en prendraient probablement à d'autres pays. Ce que l'on voit, c'est donc l'image d'un monde qui aspire à un équilibre. Et le pays qu'il faut aujourd'hui contrebalancer plus urgemment que tout autre, ce sont les États-Unis, en raison de la conduite de l'administration Trump. Cela a conduit de nombreux hauts responsables de gouvernements occidentaux, pourtant très proches des États-Unis, à soutenir secrètement l'Iran, au moins pour que l'Iran puisse amener les États-Unis à renoncer définitivement à recommencer.

#Glenn

Concernant les militaires, je peux comprendre qu'ils perdent un peu courage dans tout ça. Je me souviens que, dans les années 1990, j'étais assez optimiste à l'idée que la guerre froide soit terminée. Je pensais que, un peu comme après la Seconde Guerre mondiale, la Russie allait s'intégrer à l'Europe, et qu'on allait voir se concrétiser toute cette idée d'une Europe unifiée. Donc, je me suis engagé dans l'armée en 1998 et 1999. En mars 1999, on a vu l'OTAN s'élargir, ce qui a essentiellement annulé l'idée d'une Europe commune. Et quelques jours plus tard, on est allés bombarder la Serbie. Vous savez, des avions allemands bombardant de nouveau une capitale européenne. Je ne sais pas. Je trouve ça assez décourageant, quand on voit ces guerres auxquelles on ne croit pas vraiment. Et qu'on les voit, en effet, comme très destructrices. Mais cela étant dit, ils ne soutiennent pas nécessairement l'Iran. Ils aimeraient plutôt voir les États-Unis rencontrer une certaine résistance. Donc, là encore, ils redescendent du pic d'euphorie provoqué par Trump, comme vous l'avez formulé.

Il y a quand même des similitudes avec l'invasion russe de l'Ukraine. Je me souviens de Kishore Mahbubani, le diplomate singapourien qui est devenu ensuite le... pardon, j'ai écorché son nom... qui est devenu président du Conseil de sécurité de l'ONU. En vingt-deux ou vingt-trois, il soulignait que si la majorité du monde n'avait pas rejoint les sanctions, ce n'était pas parce qu'elle soutenait l'invasion russe de l'Ukraine. Mais, euh, il avançait que si l'OTAN et les États-Unis parvenaient à briser la Russie et, en substance, à revenir à un moment unipolaire, ce serait une situation horrible pour le

monde. Personne ne veut y retourner. Et il avait employé des mots du genre : « Pouvez-vous imaginer à quel point les États-Unis et l'OTAN seraient insupportables ou étouffants s'ils pouvaient briser les Russes ? On reviendrait encore une fois aux années quatre-vingt-dix, mais avec davantage d'arrogance. »

C'était donc, en quelque sorte, l'argument pour expliquer pourquoi il valait mieux ne pas voir l'OTAN réussir dans cette guerre par procuration. Mais sur la manière de présenter les choses : pour les États-Unis, il s'agit en quelque sorte de vendre l'idée d'une guerre contre l'Iran comme un affrontement entre la démocratie libérale et la théocratie. Alors que, dans beaucoup d'autres régions du monde, le récit est plutôt celui de l'hégémon face à la contre-hégémonie. Est-ce que vous voyez les Iraniens s'inscrire dans cette lutte du Sud global, ou de l'Est ? Comment voyez-vous cela dans le conflit plus large ? Parce que ce ne sont pas seulement des récits. Il y a aussi une réalité : les États-Unis sont contrebalancés par la Chine, la Russie et l'Iran. Enfin, à quel point cela correspond-il aujourd'hui à la réalité ?

#Trita Parsi

Alors, sur le premier point qu'a écrit Kishore, je trouve ça très intéressant. J'ai observé quelque chose d'un peu différent. Ce n'était pas forcément le souhait de voir les Russes réussir, en quelque sorte, parce qu'ils ne voulaient pas voir l'OTAN redevenir trop puissante ni revenir à un moment unipolaire américain. Je pense que beaucoup de pays du Sud global étaient très préoccupés par ce que cela signifierait pour le droit international et l'intégrité territoriale des pays. Et ils ne voulaient pas voir cette norme davantage affaiblie.

Mais je pense que c'était aussi un scénario dans lequel, très vite après le début de cette guerre, cinq jours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les États-Unis ont complètement exclu la Russie du système financier international. Et cela a fait retentir des sonnettes d'alarme dans le monde entier, parce que cela a montré une capacité dont disposent les États-Unis grâce à l'usage du dollar, et parce que le système financier international est devenu, au fond, un instrument de la puissance publique américaine plutôt qu'un système véritablement international. Oui, ce que la Russie a fait en envahissant un pays est une violation du droit international. Mais la Russie ne peut pas reproduire cela dans beaucoup d'endroits. Ce n'est certainement pas le cas dans de nombreux pays du Sud global. Donc, ce que la Russie a fait est condamnable, mais ce n'est pas une menace pour un pays d'Afrique, par exemple.

Ce que les États-Unis ont fait en excluant la Russie du système financier n'est pas forcément une mauvaise chose. Mais cela représente une menace pour beaucoup de ces autres pays, parce que les États-Unis ont déjà montré qu'ils pouvaient être assez peu fiables. Et même si l'administration Biden ne s'est pas forcément comportée comme Trump, le monde avait déjà eu un aperçu de ce que pouvait être une Amérique imprévisible, et de ce qu'elle pouvait faire. Et maintenant, avec cette capacité, cela a terrifié beaucoup de pays. Donc, là encore, le désir de contrebalancer les États-Unis émergeait. Non pas parce qu'ils pensaient que la Russie avait raison, ni même parce qu'ils pensaient

qu'il serait bon que la Russie sorte de cette situation avec un certain succès, mais à cause de ce qui représentait pour eux la menace la plus immédiate.

Et la Russie n'était pas cela. Ce n'est pas une approbation de la Russie. Mais la capacité des États-Unis à étrangler économiquement un pays entièrement dépendant du dollar pour ses échanges commerciaux a été terrifiante pour bon nombre de ces différents pays. Sur ce point, c'était très intéressant que vous disiez qu'il existe un récit... ou, par le passé, je pense qu'il serait peut-être juste de dire qu'il y avait un récit : la démocratie libérale américaine contre la théocratie. Je ne connais personne qui y croie encore aujourd'hui, parce que l'administration Trump elle-même n'emploie pas ce langage, et que sa conduite ne correspond pas à ce que les gens attendaient d'une démocratie libérale.

Je pense que ce que les Iraniens utilisent plus que tout, c'est la lutte contre une hégémonie étrangère dans la région, une hégémonie qui a financé et rendu possible un génocide dans cette région. C'est le récit qu'ils portent depuis très longtemps. Et je pense qu'aujourd'hui, ce récit trouve bien davantage d'écho dans de nombreux endroits, y compris dans certains milieux en Occident même, que ce n'était le cas il y a seulement quelques années. Gaza en est, je pense, un élément absolument central. Et le rôle déterminant d'Israël dans le déclenchement de cette guerre idiote est évidemment, lui aussi, un élément absolument central.

#Glenn

Oui, j'ai l'impression que, souvent, les Européens sont prêts à suivre toutes les guerres américaines, du moment qu'elles sont habillées du bon langage. Je veux dire, avec le Venezuela, dans ce pays, les Norvégiens ont donné le prix Nobel de la paix à Machado. Tout était réuni en termes de légitimité. Trump n'avait plus qu'à trouver une formule sur la démocratie et les droits de l'homme. Mais il n'arrêtait pas de parler du pétrole, n'est-ce pas ? « Ce pétrole est à nous. » Et les dirigeants européens, tant qu'ils peuvent se draper dans cette rhétorique moralisatrice, semblent prêts à se joindre à n'importe quelle guerre. Mais Trump ne leur a pas donné ça. Il n'a fait que marteler la question du pétrole, et c'était un problème.

#Trita Parsi

Et je pense que l'attitude européenne sur ce sujet, en particulier le schéma que nous avons observé, où, en Iran en juin, au Venezuela en décembre ou en janvier, puis à propos de l'Iran en février, le droit international a été très opportunément mis de côté. Il a même été attaqué. On a dit que c'était une discussion académique. Que ce n'était pas le moment d'en parler, et cetera. Et cela est venu d'Allemagne, de Grèce. C'est venu de plusieurs pays européens. Et comme vous l'avez dit plus tôt, cela est venu, au moins dans le cas du Venezuela, même de la Norvège, alors même que la Norvège a été très claire plus tard sur la guerre en Iran.

Et cela, encore une fois, je pense que ça explique en partie pourquoi j'oriente la conversation dans une direction un peu différente. Cela a été un facteur très important dans l'échec de l'Allemagne à obtenir un siège élu au Conseil de sécurité, il y a seulement quelques mois. Elle a perdu face au Portugal et à l'Autriche pour les deux sièges élus attribués à l'Europe. C'était la première fois que les Allemands perdaient une telle campagne. Et, vous savez, l'Allemagne revendique toujours un siège permanent, mais elle n'a même pas réussi à être élue pour un siège temporaire de deux ans. Cela a été dévastateur, un coup très dur pour l'Allemagne. Et une grande partie de cela tient — je dirais que l'immense majorité de l'explication ne réside pas dans le fait que les Allemands soient entrés dans la course un peu trop tard.

Ils l'ont fait. Cela l'explique en partie. Mais ce qui est vraiment à l'origine de tout ça, c'est la manière dont l'Allemagne s'est totalement effondrée dans son soutien au droit international. Ce n'est plus l'Allemagne de 2003, celle qui s'opposait à une invasion illégale de l'Irak. C'est une Allemagne qui applaudit une guerre illégale contre l'Iran, qui dit qu'Israël fait son sale boulot à sa place, qui s'est assise juste à côté de Trump, dans le Bureau ovale, un ou deux jours après le début de la guerre, et qui soutenait cette guerre en affirmant que le droit international n'avait pas d'importance. Elle disait qu'elle allait étudier la décision de la CPI concernant les mandats d'arrêt contre Gallant et Netanyahu.

Et je pense que les attentes envers l'Allemagne ont toujours été bien plus fortes, parce que, traditionnellement, elle défendait avec une grande fermeté le droit international et s'y tenait, même à un coût élevé, comme en 2003. Et aujourd'hui, elle a complètement cédé et est devenue tout autre chose. Alors même que, quelques mois plus tôt, dans le contexte de l'Ukraine, elle présentait le droit international comme absolument sacré. Mais soudainement, dans le contexte de Gaza, il est introuvable. Donc, je pense que, globalement, sur le plan international, on a assisté à un effondrement total de toute confiance dans la capacité des Européens à défendre réellement leurs principes. Malgré le fait que des pays comme l'Espagne, l'Irlande et la Slovaquie, avant cette élection, aient encore porté ce drapeau et essayé de le faire. Mais, à ce stade, les grandes puissances européennes ont complètement échoué.

#Glenn

Non, c'est un excellent point. Eh bien, si la guerre contre l'Iran n'avait pas été précédée par le génocide, les choses auraient peut-être été différentes. Mais comme vous l'avez dit, les États-Unis et beaucoup des grands pays européens ont soutenu le génocide avec beaucoup d'enthousiasme. Et ensuite, les Iraniens se sont retrouvés presque seuls à mener la riposte en soutien aux Palestiniens. Donc, après ce génocide, après avoir en quelque sorte jeté aux oubliettes toute notre boussole morale, essayer ensuite de légitimer une attaque contre les Iraniens de notre part, nous qui avons soutenu le génocide, eh bien oui, ça place les choses sous un jour différent. Oui. Mais je voudrais revenir un peu à ce dont nous parlions au début, parce que vous avez aussi mentionné Israël à propos de la guerre avec l'Iran. Si Trump dispose maintenant de ce levier, il peut négocier. Il a une

fenêtre temporaire pour essayer d'obtenir un accord un peu plus avantageux. J'imagine mal que Netanyahu ait un très grand intérêt à voir Trump tirer parti de cette meilleure position de négociation. Comment voyez-vous cette dynamique évoluer ?

#Trita Parsi

Vous savez, on va revenir à la situation dans laquelle on était auparavant. Bien sûr, ce sera après les élections. Les élections israéliennes ont donc lieu en octobre. Les élections de mi-mandat, c'est la première semaine de novembre. On aura donc un scénario dans lequel Trump aura probablement perdu la Chambre des représentants, et aussi le Sénat. Il sera sur la défensive, mais il pourrait devenir plus imprudent après les élections de mi-mandat, et tenir encore moins compte des autres intérêts. Ce n'est pas comme si les élections de mi-mandat semblaient l'avoir beaucoup contraint, mais peut-être qu'il y avait une contrainte sur lui, peu visible, qui disparaîtra. Et surtout, s'il perd aussi le Sénat et qu'il y a une procédure de destitution, il faut se rappeler que certains des moments les plus dangereux avec Trump ont en réalité eu lieu après sa défaite électorale de novembre deux mille vingt.

C'est à ce moment-là qu'il cherchait activement une occasion de déclencher une guerre avec l'Iran, sans aucune provocation, simplement parce qu'il cherchait un moyen de s'assurer de pouvoir rester président et, au fond, d'éviter une transition pacifique du pouvoir vers Joe Biden. Et c'est évidemment la même période où l'on voit les manifestations du 6 janvier, et ainsi de suite. Je pense donc qu'il pourrait devenir plus imprudent après cela. Mais s'il choisit la voie de la diplomatie, il sera évidemment intéressant de voir qui sera au pouvoir en Israël à ce moment-là. Non pas que je pense que cela fasse une énorme différence quant à l'orientation de la politique israélienne, mais cela peut faire une différence sur un point précis. Netanyahu est plus habile que les autres candidats au poste de Premier ministre en Israël pour naviguer et manœuvrer dans l'espace politique américain.

Je ne dis pas qu'il est un génie, d'une manière ou d'une autre, parce qu'Israël a clairement perdu la plus grande partie de l'opinion publique américaine. Mais quand il s'agit de manœuvrer dans les espaces électoraux, de mobiliser les bases de donateurs, je pense qu'il est en réalité bien plus efficace et qu'il a beaucoup plus d'expérience en la matière que n'importe quel autre Premier ministre israélien potentiel. Et cela pourrait avoir un impact. Mais au fond, si Trump veut revenir à un accord, cet accord ne sera pas très différent de ce que prévoyait le protocole d'accord, et les Israéliens y seront farouchement opposés. Ils feront tout ce qu'ils peuvent pour, au minimum, s'assurer que le prochain accord n'inclue pas Israël et le Liban. Et je n'ai absolument aucune confiance dans le fait que les Iraniens accepteraient un protocole d'accord, ou toute autre forme d'accord, qui n'inclurait pas le Liban. Car je pense que le Liban est essentiel du point de vue de l'Iran, pour ses propres besoins de sécurité.

#Glenn

J'ai aussi du mal à imaginer que les Iraniens soient prêts à renégocier les fondements du protocole d'accord. Parce que, comme vous l'avez dit tout à l'heure, ils voudraient dissuader toute nouvelle agression contre l'Iran. Si cela devient maintenant une raison pour obtenir un meilleur accord, je pense qu'ils envoient le mauvais signal. L'une des idées sur lesquelles ils insistaient, c'était que si quelqu'un s'engage dans cette voie, alors, chaque fois que Trump reviendra à la table des négociations, il obtiendra un accord moins favorable. C'est essentiellement ainsi qu'ils l'inciteraient à négocier, ou plutôt à s'en tenir à la diplomatie. Donc, vous savez, si cette possibilité existe, elle pourrait aller à l'encontre de ce que les Iraniens sont prêts à accepter.

Juste une dernière question, à propos du Yémen, des milices irakiennes et de tous ces autres acteurs de la région. Ils sont souvent, vous savez, assez facilement — et je dirais à tort — présentés comme de simples vassaux ou satellites de l'Iran. Comme si l'Iran décrochait son téléphone et qu'ils se mettaient à recevoir des ordres. Mais ils ont leurs propres intérêts. Et bien sûr, le conflit entre le Yémen et l'Arabie saoudite a sa propre dynamique. Alors, comment cela pourrait-il évoluer maintenant si, disons, l'Iran et les États-Unis se déstabilisent un peu ? Il semble que les Saoudiens soient déterminés à riposter contre le Yémen. Et j'imagine qu'au Yémen, le sentiment est le même. Comment cela affecte-t-il donc le conflit plus large entre les États-Unis et l'Iran ?

#Trita Parsi

Eh bien, s'il y a un nouvel accord, je pense que les Iraniens insisteront sur un cessez-le-feu régional. Et ce cessez-le-feu régional fonctionne dans les deux sens. Cela signifie que les Israéliens doivent cesser de bombarder le Liban et se retirer du Liban. Mais cela signifie aussi que le Hezbollah doit cesser de tirer sur Israël, une fois qu'Israël aura quitté le Liban. Et les Houthis doivent cesser de tirer sur les Saoudiens. Il y aura donc des responsabilités du côté iranien, pour utiliser tous les leviers dont ils disposent. Je suis entièrement d'accord avec vous. Ils n'ont pas le contrôle, mais ils ont des leviers pour faire reculer les Houthis, et les États-Unis ont des leviers sur Israël, et potentiellement sur l'Arabie saoudite, pour les faire également reculer.

Et je dirais que, si j'étais en Arabie saoudite en ce moment, oui, clairement, les Saoudiens ne voulaient pas voir émerger une nouvelle situation dans la région où les Houthis pourraient se renforcer, parce que leurs relations avec l'Iran seraient moins contraintes. Autrement dit, le blocus du Yémen comporterait, vous savez, des brèches plus importantes, et ainsi de suite. On l'a vu : les avions qui volaient d'Iran vers l'aéroport de Sanaa font partie des raisons pour lesquelles les Saoudiens sont intervenus militairement à ce moment-là. Mais au final, je pense que les Saoudiens regardent la situation. Ils ont un pacte de La Mecque avec le Pakistan et la Turquie, mais qu'est-ce que cela a produit jusqu'ici ? Les Houthis frappent des navires saoudiens.

La Turquie et le Pakistan n'interviennent pas en faveur de l'Arabie saoudite. Les Israéliens frappent la Turquie et la Syrie, et l'Arabie saoudite comme le Pakistan n'interviennent pas en faveur de la Turquie. Jusqu'à présent, cet accord ne semble pas encore avoir de conséquences concrètes, et peut-

être qu'il n'en aura pas avant un certain temps. Donc, si j'étais l'Arabie saoudite et qu'un accord était sur la table, qui obligerait les Iraniens à contenir les Houthis dans la mesure de leurs moyens — et ils auraient intérêt à le faire, parce que cela ferait partie d'une équation qui conduirait aussi les Israéliens à se retirer du Liban — je préférerais cela à une reprise de la guerre avec les Houthis. Et nous savons exactement comment cela s'est terminé la dernière fois pour les Saoudiens.

#Glenn

C'est entendu.

#Trita Parsi

Eh bien, merci d'avoir pris le temps.

#Glenn

Merci, Glenn. J'espère que vous passerez un excellent week-end. Et encore une fois, j'ai mis un lien vers votre Substack dans la description, alors continuez à publier ces excellents articles.

#Trita Parsi

Merci beaucoup. Je vous en suis vraiment reconnaissant. Merci encore de m'avoir reçu. À très bientôt.